

De Regering kan voorwaarden in verband met de bestemming van het goed of termijnen voor de uitvoering van de maatregelen verbinden aan subsidies voor privaatrechtelijke personen overeenkomstig artikel 11, eerste lid, 5°."

Art. 242. - In dezelfde afdeling wordt een artikel 44.6 ingevoegd, luidende :

"Art. 44.6 - *Overeenkomst*

De overeenkomstig artikel 21 gedane belofte tot toekenning van de subsidie voor infrastructuurprojecten binnen een saneringslocatie wordt bij een overeenkomst tussen de Regering en de aanvrager gevoegd.

De overeenkomst bevat minstens de omschrijving, de nadere regels en de termijnen voor de uitvoering van de handelingen en werken, alsook de voorwaarden voor de toekenning van, de controle over en de terugbetaling van de subsidie."

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen*

Art. 243. - Dit decreet treedt in werking op 1 februari 2023.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 21 november 2022.

O. PAASCH,
De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën
A. ANTONIADIS,
De Viceminister-President,
Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,
Ruimtelijke Ordening en Huisvesting
I. WEYKMANS,
De Minister van Cultuur en Sport,
Werkgelegenheid en Media
L. KLINKENBERG,
De Minister van Onderwijs
en Wetenschappelijk Onderzoek

Nota

Zitting 2022-2023

Parlementaire stukken :

187 (2021-2022) Nr. 1

187 (2022-2023) Nr. 2

187 (2022-2023) Nr. 3

187 (2022-2023) Nr. 4

187 (2022-2023) Nr. 5

187 (2022-2023) Nr. 6

187 (2022-2023) Nr. 7

187 (2022-2023) Nr. 8

Integraal verslag:

21 november 2022 - Nr. 49

Ontwerp van decreet
Voorstellen tot wijziging
Voorstellen tot wijziging
Voorstellen tot wijziging
Voorstellen tot wijziging
Verslag + erratum
Voorstellen tot wijziging van de tekst aangenomen door de commissie
Tekst aangenomen door de plenaire vergadering + erratum

Bespreking en aanneming

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/200531]

21 DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, l'arrêté du 28 février 2019 portant exécution de la procédure de sortie du statut de déchet, et l'arrêté du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, les articles 3, § 1^{er} et 2, modifié par les décrets des 11 mars 1999 et 15 février 2001, et 4^{ter}, inséré par le décret du 10 mai 2012 et modifié par les décrets des 24 octobre 2013 et 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018, du 6 décembre 2018, du 28 février 2019 et du 17 juin 2021;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008, 29 octobre 2009, 7 avril 2011, 9 juin 2016 et 13 juillet 2017;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 portant exécution de la procédure de sortie du statut de déchet prévue à l'article 4^{ter} du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets;

Vu le rapport établi le 27 avril 2021 conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances du 27 avril 2021;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés le 15 mai 2021 et 17 juin 2022;

Vu l'avis n° 71.740/2/V du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} août 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le règlement (UE) n°1357/2014 de la Commission du 18 décembre 2014 remplaçant l'annexe III de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux déchets et abrogeant certaines directives;

Considérant la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives, l'article 6 modifié par la directive (UE) 2018/851;

Considérant l'avis du pôle « Environnement », donné le 2 juillet 2021;

Considérant l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie du 28 novembre 2022;

Considérant que la valorisation des billes de chemin de fer est prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets;

Considérant que pour répondre aux exigences de la SNCB et d'Infrabel, avant usage, ces traverses en bois ont été imprégnées de créosote pour atteindre une concentration minimale de 35 kg/m³ avec une tolérance de ± 5 kg/m³, que la créosote est une substance cancérigène de type 1B, code de danger H350;

Considérant qu'en fin d'utilisation comme traverses, les billes de chemin de fer présentent encore une concentration d'au moins 0,1

de créosote; que cette concentration implique qu'elles doivent être considérées comme des déchets dangereux conformément au règlement (UE) n°1357/2014 de la Commission du 18 décembre 2014 remplaçant l'annexe III de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux déchets et abrogeant certaines directives;

Considérant qu'en exécution de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, seuls les déchets non dangereux sont valorisables par voie d'enregistrement; que par conséquent il y a lieu de retirer les billes de chemin de fer de la liste des déchets valorisables dans l'annexe I de l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets;

Considérant la sortie de statut de déchets des granulats recyclés prévue par l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019;

Considérant que la sortie de statut de déchets s'applique aux granulats recyclés destinés à être utilisés en dehors du chantier d'où proviennent les déchets, qu'ils soient issus d'une installation fixe ou d'une installation mobile;

Considérant que la traçabilité des installations et des productions est nécessaire pour garantir le respect des critères de sortie de statut de déchets;

Considérant les paramètres à évaluer au travers d'un test de lixiviation pour garantir la qualité environnementale des granulats recyclés, en particulier l'exigence introduite pour les sulfates - SO₄²⁻;

Considérant que certains types de granulats recyclés mixtes présentent des concentrations en sulfates supérieures à cette exigence, lors de tests de lixiviation;

Considérant que ces dépassements de valeur seuil sont liés principalement à la présence dans les déchets inertes de sulfates provenant des matériaux de construction en plâtre;

Que le respect de la valeur limite dépend d'une mise en œuvre efficace de la séparation des déchets de matériaux en plâtre par rapport aux déchets inertes;

Considérant que la mise en œuvre généralisée de ce tri doit être organisée; qu'entre-temps il y a lieu de reporter l'entrée en vigueur du respect de la valeur limite en sulfates pour les granulats mixtes pour lesquels les analyses ont montré une concentration plus élevée en sulfates dans le lixiviat; que ce report pour une durée déterminée et à titre transitoire n'aura pas d'effets globaux nocifs pour l'environnement et la santé;

Qu'il y a lieu néanmoins que les utilisateurs et l'administration soient tenus informés des résultats analytiques portant sur les sulfates; qu'un monitoring du taux de sulfates doit par ailleurs permettre d'évaluer l'impact de l'amélioration du tri des déchets sur la qualité des granulats recyclés;

Considérant que le secteur public se doit d'être exemplaire tant au niveau du tri qu'au niveau de l'application de la hiérarchie des déchets pour le traitement des déchets issus des ménages; qu'un délai est cependant nécessaire pour permettre l'adaptation des recyparcs et des contrats de collecte;

Considérant les rapports du Centre de recherches routières;

Considérant le paramètre pH à mesurer lors des tests de lixiviation;

Considérant que l'analyse de matériaux bruts issus de débris de béton révèle des valeurs de pH supérieures à la valeur limite fixée; que ces valeurs de pH élevées sont liées aux réactions d'hydratation du ciment lors de la fabrication des bétons; que ces valeurs de pH élevées sont en outre nécessaires dans le cas des bétons armés pour la passivation des aciers et l'évitement des réactions chimiques de corrosion des armatures;

Que pour les granulats de béton la limite maximum de la valeur du pH ne se justifie pas et doit être supprimée;

Considérant la valeur limite fixée pour les concentrations en hydrocarbures extractibles (C10 à C40) mesurées sur la composition de l'échantillon brut;

Considérant que le bitume routier, de par sa composition intrinsèque, contient des composés organiques donnant une réponse positive à l'analyse des hydrocarbures extractibles C10 à C40, que cette composition induit un dépassement de la valeur limite; que ce paramètre n'est pas pertinent pour ce type de granulats; qu'il convient de réserver ces granulats à des applications en construction routière; que ces granulats doivent par ailleurs être exempts de goudron;

Considérant que la circulaire du 13 juillet 2018 a déterminé, sur base d'un rapport technique de l'ISSeP, la molécule traceur permettant de mesurer la teneur en goudron, à savoir le benzo(a)pyrène, et la valeur limite admissible pour cette substance;

Considérant que les mêmes normes environnementales doivent s'appliquer aux granulats recyclés mis en œuvre sur le chantier dont les déchets proviennent et qui restent régis par l'arrêté du 14 juin 2001;

Considérant que les exploitants d'installations de production de granulats recyclés travaillent à flux tendus et ne disposent pas toujours des espaces de stockage pour les lots ayant fait l'objet de prélèvements, mais dont les résultats d'analyse ne sont pas encore disponibles; que le marquage selon le système CE2+ ne requiert pas un contrôle systématique de tous les lots de granulats; qu'il y a lieu d'autoriser les exploitants à vendre ou déplacer les lots sans attendre les résultats moyennant une traçabilité adéquate et suffisante des lots et une information des utilisateurs;

Considérant que la procédure de sortie du statut de déchet requiert la mise en place d'un système de gestion de la qualité garantissant la conformité au prescrit réglementaire;

Considérant par ailleurs que ce système doit être certifié ou vérifié selon le cas par un organisme d'évaluation de la conformité tel que défini dans le règlement (CE) n°765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits

et abrogeant le règlement (CEE) n°339/93 du Conseil, et dûment accrédité, ou par un vérificateur environnemental accrédité ou agréé au sens de l'article 2, 20), b), du règlement (CE) n°1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS), abrogeant le règlement (CE) n°761/2001 et les décisions de la Commission 2001/681/CE et 2006/193/CE;

Considérant qu'aux termes de l'annexe 2, seuls les vérificateurs dotés des champs d'accréditation ou d'agrément sur la base des codes NACE 38 (Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération) sont considérés comme ayant une expérience spécifique suffisante pour effectuer la vérification mentionnée à l'annexe 2;

Qu'en ce qui concerne les vérificateurs de systèmes de gestion environnementale, seule l'accréditation est appliquée; qu'aucun vérificateur n'est agréé;

Que les organismes d'évaluation de la conformité des granulats en tant que produits de construction conformément au règlement (UE) n°305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil relatif aux produits de construction ne disposent pas nécessairement d'une accréditation pour le code NACE 38;

Qu'ils disposent en revanche d'une grande expertise dans l'évaluation des systèmes de gestion de la qualité en lien avec la production et le marquage des produits de construction tels que les granulats;

Que l'accréditation supplémentaire ayant trait au code NACE 38 n'apporte pas de plus-value dans leur chef; que dans tous les cas le schéma de contrôle qualité tient compte des exigences propres au secteur et aux matières concernées;

Considérant que la rétroactivité se justifie au regard des décisions sur dossier prises pour permettre l'effectivité de l'arrêté;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, les modifications suivantes sont apportées concernant le premier domaine d'utilisation :

1. dans la colonne relative aux « Caractéristiques du déchet valorisé » :

a) dans la ligne ayant trait au code 170101, après les mots « prévu à l'annexe III » sont ajoutés les mots « à l'exception du seuil limite maximum relatif au pH »;

b) dans la ligne ayant trait au code 170103, après les mots « prévu à l'annexe III » sont ajoutés les mots « à l'exception, jusqu'au 1^{er} janvier 2025, du seuil limite relatif au SO₄²⁻ »;

c) dans les lignes ayant trait aux codes 170302A et 170302B, après les mots « prévu à l'annexe III » sont ajoutés les mots « à l'exception du seuil limite relatif aux hydrocarbures extractibles (C10 à C40) »;

2. dans la colonne « Mode d'utilisation », dans la ligne ayant trait au code 170302A, la disposition est remplacée par la disposition suivante :

« En construction routière suivant les prescriptions de Qualiroutes : travaux de remblayage, de sous-fondation, de fondation, couches de revêtements et accotements »;

3. la ligne ayant trait au code 170201 est abrogée.

Art. 2. A l'annexe V du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018, dans le formulaire de demande d'enregistrement, Domaine d'utilisation : Travaux de génie civil, la ligne relative au code 170201 est abrogée.

Art. 3. A l'article 3, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 portant exécution de la procédure de sortie du statut de déchet prévue à l'article 4ter du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, les modifications suivantes sont apportées :

1. les mots « dont la reconnaissance de sortie du statut de déchet a été reconnue selon l'une des annexes 1 à 2 » sont remplacés par les mots « dont les conditions de sortie du statut de déchets sont fixées à l'annexe 1 »;

2. un alinéa est inséré après l'alinéa 1^{er}, libellé comme suit : « Par dérogation au paragraphe 1^{er} et au chapitre 2, tout exploitant d'une installation de production des matières visées en annexe 2 sollicite et obtient préalablement à l'utilisation de ces matières une décision d'enregistrement de sortie du statut de déchet conformément au chapitre 3. ».

Art. 4. L'article 6 du même arrêté est modifié comme suit :

1. au paragraphe 2, 10^o, les mots « personne morale ou physique concernée » sont remplacés par les mots « exploitant ou importateur demandeur »;

2. un paragraphe 4 est inséré, libellé comme suit :

« § 4. Lorsqu'un groupement ou une fédération d'entreprises demande la reconnaissance de sortie de statut de déchet pour une matière analogue à celle visée en annexe mais dont les caractéristiques ou modes d'utilisation ne sont pas égaux en toutes choses à ceux visés par ces mêmes annexes, le montant visé au paragraphe 2, 10^o, est fixé à 500 euros par demande. Les exploitants souhaitant bénéficier de cette reconnaissance devront se faire enregistrer sur cette base, conformément aux dispositions du Chapitre 3. Cet enregistrement sera gratuit pour les exploitants disposant déjà d'un enregistrement en vertu de l'annexe y relative. Les exploitants introduisant conjointement une demande d'enregistrement pour l'annexe et pour la reconnaissance précitée sont tenus de s'acquitter une seule fois des frais d'instruction du dossier visés au paragraphe 2, 10^o. ».

Art. 5. Dans l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « ou par les annexes » sont insérés entre les mots « de l'article 10 ou 14 » et les mots « ou les conditions imposées ».

Art. 6. A l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1^{er}, les mots « couvrant les processus de contrôle » sont remplacés par « prouvant le respect »;

2. à l'alinéa 2, au 8^o, le point est remplacé par un point-virgule, et un 9^o est inséré, libellé comme suit : « 9^o les dispositions assurant la traçabilité des déchets entrants et des matières et matériaux sortants. »;

3. à l'alinéa 3, c), le mot « agréé » est remplacé par le mot « accrédité »;

4. à l'alinéa 4, les mots « Les organismes visés aux points *b*) et *c*) sont accrédités ou agréés » sont remplacés par les mots « Sauf disposition contraire reprise dans les annexes, les organismes visés aux points *b*) et *c*) sont accrédités » et;

5. après l'alinéa 4, trois nouveaux alinéas sont ajoutés, rédigés comme suit :

« L'administration peut préciser les exigences auxquelles doit répondre le système de gestion de la qualité.

Le Ministre peut arrêter les conditions minimales du système d'information garantissant la traçabilité visée à l'alinéa 2, 9°; ces conditions tiennent compte notamment du caractère fixe ou mobile de l'installation de production.

L'administration ou l'organisme visé à l'alinéa 3, a accès sur première demande et à tout moment au système de gestion de la qualité et aux résultats des analyses de conformité environnementale, sur place ou sans déplacement. ».

Art. 7. L'article 26 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 26. L'obligation d'enregistrement visée à l'article 3, § 4, alinéa 2, est applicable à partir du 1^{er} janvier 2023.

Jusqu'au 31 décembre 2022, et par dérogation à l'article 25, *b*), les granulats recyclés visés à l'annexe 2 qui ne font pas l'objet d'une décision d'enregistrement conformément au présent arrêté peuvent être valorisées aux conditions de l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets. ».

Art. 8. A l'annexe 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans la section 1, 1.3, le *d*) est remplacé par ce qui suit :

« *d*) l'exploitant de l'installation de valorisation démontre conclure des contrats de cession pour chaque catégorie de granulats recyclés produits par son installation; »;

2. dans la section 1, 1.5, la disposition 1.5.2 est remplacée par la disposition suivante :

« 1.5.2. Le personnel compétent effectue une vérification administrative et une inspection visuelle des déchets entrant dans l'installation de production et des matières et matériaux sortants. S'il existe un doute sur la nature ou la composition des déchets ou sur la conformité des matières sortantes que des examens complémentaires ne permettent pas d'écartier, le personnel compétent les expédie vers une installation de gestion de déchets autorisée à les recevoir. »;

3. dans la section 2, sous-section 2.1, 2.1.2, la disposition est remplacée par la disposition suivante :

« En application du point 2.1.1., les déchets entrant dans le processus d'élaboration des granulats recyclés ne contiennent pas d'amianté, de déchets de plâtre et de matériaux en plâtre visés par l'obligation de tri, de goudrons ou de produits goudronnés ni d'autres substances dangereuses et éléments perturbateurs d'un recyclage de qualité qui ne peuvent être séparés par l'installation. »;

4. dans la section 2, sous-section 2.2, 2.2.3, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Lorsque la capacité de stockage de l'installation d'élaboration de granulats recyclés autorisée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ne permet pas de stocker les matériaux conformément à l'alinéa qui précède jusqu'à l'obtention des résultats des analyses de conformité environnementale, les matériaux peuvent être déplacés ou vendus moyennant l'information des détenteurs successifs des matériaux et pour autant qu'un échantillonnage ait été réalisé conformément au point 2.3.4. Le système de gestion de la qualité et de traçabilité en détaille les modalités. »;

5. dans la section 2, sous-section 2.3, 2.3.1 :

a) au 2^{ème} alinéa, la 2^{ème} phrase est supprimée et remplacée par la disposition suivante : « Le système d'évaluation et de vérification de la constance des performances pour le marquage CE de chaque catégorie de granulats recyclés est CE2+ au moins. »;

b) un alinéa est inséré entre le 2^{ème} et le 3^{ème} alinéa, libellé comme suit : « Par dérogation à l'alinéa 2, jusqu'au 1^{er} juillet 2023, le système d'évaluation et de vérification pour le marquage CE est CE2+ au moins pour une partie des catégories de granulats recyclés produits par l'installation. ».

c) dans le tableau, les lignes 13, 14, 15 répétant les lignes 10, 11, 12 ayant trait respectivement aux matières intitulées « sable de débris hydrocarbonés », « grave de débris hydrocarbonés » et « gravillons de débris hydrocarbonés » sont abrogées;

d) dans le tableau, dans la colonne « Remblayage technique », la croix est supprimée pour les lignes ayant trait aux matières intitulées « sable de débris hydrocarbonés », « grave de débris hydrocarbonés » et « gravillons de débris hydrocarbonés »;

6. dans la section 2, sous-section 2.3, 2.3.2, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er} du 2.3.2, après les mots « tableau ci-dessous », les mots suivants sont insérés « sauf les dérogations ci-après »;

b) après le tableau relatif au titre « Test sur la composition de l'échantillon brut », l'alinéa suivant est inséré, libellé comme suit : « Les granulats bitumineux respectent la valeur limite suivante en benzo(a)pyrène (CAS n° 50-32-8) : moins de 8,5 mg/kg/matières sèches. »

c) après le tableau relatif au titre « Test sur la composition de l'échantillon brut », les dispositions suivantes sont insérées :

« Dérogations

Les dérogations suivantes s'appliquent aux seuils limites prévus pour les tests de lixiviation et les tests sur la composition de l'échantillon brut :

a) le seuil limite maximum de 12 pour la valeur du pH du résultat du test de lixiviation n'est pas applicable aux sables de débris de béton, aux graves de débris de béton et aux gravillons de débris de béton;

b) pour les sables de débris mixte, les graves de débris mixtes et les gravillons de débris mixtes, le respect du seuil limite pour le paramètre SO₄²⁻ du test de lixiviation est obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2025;

c) le seuil limite en hydrocarbures extractibles (C10 à C40) pour le test sur la composition de l'échantillon brut n'est pas applicable aux sables de débris hydrocarbonés, aux graves de débris hydrocarbonés et aux gravillons de débris hydrocarbonés appliqués en construction routière, en ce compris l'utilisation en centrale d'enrobage;

7. dans la section 2, sous-section 2.3, 2.3.4, l'alinéa 3 est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Lorsque les résultats d'analyse d'un lot déjà vendu conformément à la sous-section 2.2.3 révèlent des non-conformités pour un ou plusieurs paramètres, l'installation en informe immédiatement l'acquéreur et consigne l'information dans son système documentaire. Le système de gestion détaille les procédures et actions à entreprendre. »;

8. dans la section 4, les 4.4 à 4.6 sont remplacés par ce qui suit :

« 4.4. Un organisme d'évaluation impartial vérifie annuellement que le système de gestion est conforme aux exigences du présent arrêté. Cet organisme peut être :

a) un vérificateur environnemental du système de gestion défini à l'article 2, § 20, b), du règlement (CE) n°1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS), abrogeant le règlement (CE) n°761/2001 et les décisions de la Commission 2001/681/CE et 2006/193/CE, dont le champ d'accréditation est relatif au code NACE 38;

b) un organisme d'évaluation de la conformité, défini dans le règlement (CE) n°765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le règlement (CEE) n°339/93 du Conseil, dont le champ d'accréditation conformément à ce règlement est relatif au code NACE 38;

c) un organisme de certification accrédité pour la certification et le contrôle de conformité de la production de granulats donnant lieu au marquage CE suivant le règlement n°305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil, ou le règlement qui le remplace.

4.5. L'importateur requiert de ses fournisseurs qu'ils appliquent un système de gestion qui soit conforme aux exigences prévues par la présente annexe.

4.6. L'exploitant de l'installation d'élaboration de granulats recyclés donne accès au système de gestion de la qualité et aux résultats analytiques à l'administration ou l'organisme qu'elle délègue sur simple demande de leur part.

Il déclare à l'administration, au plus tard le 1^{er} février et le 1^{er} août de chaque année, l'ensemble des résultats analytiques obtenus pour le paramètre SO_4^{2-} pour les lots produits durant le semestre précédent, selon les modalités précisées par l'administration.

Il communique à l'acquéreur des granulats recyclés les résultats analytiques obtenus pour le paramètre SO_4^{2-} . ».

Art. 9. Dans l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents, les modifications suivantes sont apportées :

1. l'alinéa 1^{er} est complété par un 18 rédigé comme suit : " 18. les déchets de plâtre et de matériaux de construction en plâtre; »;

2. un alinéa est ajouté après l'alinéa 2, libellé comme suit :

« Les déchets visés à l'alinéa 1^{er}, 18, sont orientés vers une filière de recyclage pour 100

des points de collecte par intercommunale au 1^{er} janvier 2024. Ils peuvent être collectés conjointement avec d'autres types de déchets secs, à l'exclusion des déchets inertes, lorsque la place manque dans les recyparcs. Ce mode de collecte conjointe garantit un résultat au moins comparable en qualité et quantité à celui obtenu au moyen d'une collecte séparée, en termes de tri et de recyclage de ces déchets. ».

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2021.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 1,3., 2 et 9 entrent en vigueur dix jours après la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

Art. 11. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/200531]

21. DEZEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle, des Erlasses vom 28. Februar 2019 zur Durchführung des Verfahrens zur Aufhebung der Abfalleigenschaft und des Erlasses vom 5. März 2008 über die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte und die Deckung der diesbezüglichen Kosten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 3 Paragraf 1 und 2, abgeändert durch die Dekrete vom 11. März 1999 und 15. Februar 2001, und Artikel 4ter, eingefügt durch das Dekret vom 10. Mai 2012 und abgeändert durch die Dekrete vom 24. Oktober 2013 und 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018, vom 6. Dezember 2018, vom 28. Februar 2019 und vom 17. Juni 2021;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 über die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte und die Deckung der diesbezüglichen Kosten, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. November 2008, 29. Oktober 2009, 7. April 2011, 9. Juni 2016 und 13. Juli 2017;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Durchführung des in Artikel 4ter des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Verfahrens zur Aufhebung der Abfalleigenschaft und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle;

Aufgrund des Berichts vom 27. April 2021, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der günstigen Stellungnahme der Finanzinspektion vom 27. April 2021;

Aufgrund der am 15. Mai 2021 und 17. Juni 2022 erklärten Einverständnisse des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 1. August 2022 in Anwendung von Artikel 84 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 71.740/2/V;

In der Erwägung der Verordnung (EU) Nr. 1357/2014 der Kommission vom 18. Dezember 2014 zur Ersetzung von Anlage III der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien;

In der Erwägung der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien, des Artikels 6, abgeändert durch die Richtlinie (EU) 2018/851;

In der Erwägung der am 2. Juli 2021 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt";

In der Erwägung der Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie vom 28. November 2022;

In der Erwägung, dass die Verwertung von Eisenbahnschwellen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle vorgesehen ist;

In der Erwägung, dass, um den Anforderungen der SNCB und Infrabel zu entsprechen, diese Holzschwellen vor der Verwendung mit Kreosot imprägniert wurden, um eine Mindestkonzentration von 35 kg/m³ mit einer Toleranz von ± 5 kg/m³ zu erreichen, dass Kreosot eine krebserzeugende Substanz des Typs 1B - Gefahrencode H350 - ist;

In der Erwägung, dass Eisenbahnschwellen am Ende ihrer Verwendung als Schwellen noch eine Konzentration von mindestens 0,1

Kreosot aufweisen; dass diese Konzentration bedeutet, dass sie als gefährliche Abfälle gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1357/2014 der Kommission vom 18. Dezember 2014 zur Ersetzung von Anlage III der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien betrachtet werden müssen;

In der Erwägung, dass in Ausführung von Artikel 3 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über Abfälle ausschließlich nicht gefährliche Abfälle durch Registrierung verwertbar sind; dass folglich Eisenbahnschwellen aus der Liste der verwertbaren Abfälle in Anlage I des Erlasses vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle gestrichen werden müssen;

In der Erwägung der in Anlage 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 vorgesehenen Aufhebung der Abfalleigenschaft von recycelten Gesteinskörnungen;

In der Erwägung, dass die Aufhebung der Abfalleigenschaft für recycelte Gesteinskörnungen gilt, die zur Verwendung außerhalb der Stätte bestimmt sind, von der die Abfälle ausgehen, unabhängig davon, ob sie aus einer ortsfesten oder einer mobilen Anlage stammen;

In der Erwägung, dass die Rückverfolgbarkeit der Anlagen und der Produktion notwendig ist, um die Einhaltung der Kriterien für die Aufhebung der Abfalleigenschaft zu gewährleisten;

In der Erwägung der Parameter, die durch eine Auslaugprüfung zu bewerten sind, um die Umweltqualität der recycelten Gesteinskörnungen zu gewährleisten, insbesondere die eingeführte Anforderung für Sulfate - SO₄²⁻;

In der Erwägung, dass einige Arten von gemischten recycelten Gesteinskörnungen bei Auslaugprüfungen Sulfatkonzentrationen aufweisen, die über dieser Anforderung liegen;

In der Erwägung, dass diese Grenzwertüberschreitungen hauptsächlich auf das Vorhandensein von Sulfaten aus Gipsbaumaterialien in inerten Abfällen zurückzuführen sind;

Dass die Einhaltung des Grenzwerts von einer wirksamen Umsetzung der Trennung der Abfälle aus Gipsbaumaterialien von inerten Abfällen abhängt;

In der Erwägung, dass die allgemeine Umsetzung dieser Trennung zu organisieren ist; dass in der Zwischenzeit das Inkrafttreten der Einhaltung des Sulfatgrenzwertes für gemischte Gesteinskörnungen, bei denen die Analysen eine höhere Sulfatkonzentration im Sickerwasser gezeigt haben, aufgeschoben werden sollte; dass dieser vorübergehende Aufschub als Übergangsmaßnahme keine schädlichen Gesamtauswirkungen auf die Umwelt und die Gesundheit haben wird;

Dass die Nutzer und die Verwaltung dennoch über die Ergebnisse der Sulfatanalysen auf dem Laufenden gehalten werden sollten; dass eine Überwachung des Sulfatgehalts es außerdem ermöglichen sollte, die Auswirkungen der verbesserten Abfalltrennung auf die Qualität der recycelten Gesteinskörnungen zu bewerten;

In der Erwägung, dass der öffentliche Sektor sowohl bei der Abfalltrennung als auch bei der Anwendung der Abfallhierarchie bei der Behandlung von Haushaltsabfällen mit gutem Beispiel vorangehen muss; dass jedoch eine Frist für die Anpassung der Containerparks und der Sammlungsverträge erforderlich ist;

In der Erwägung der Berichte des Zentrums für Straßenforschung;

In der Erwägung des pH-Parameters, der bei den Auslaugprüfungen zu messen ist;

In der Erwägung, dass die Analyse von Rohstoffen aus Betonabbruch pH-Werte über dem festgelegten Grenzwert zeigt; dass diese hohen pH-Werte mit den Hydratisierungsreaktionen des Zements bei der Herstellung von Beton zusammenhängen; dass diese hohen pH-Werte bei Stahlbeton außerdem für die Passivierung der Stähle und die Vermeidung chemischer Korrosionsreaktionen der Bewehrung erforderlich sind;

Dass für Mischgut aus Beton die Höchstgrenze für den pH-Wert nicht gerechtfertigt ist und gestrichen werden muss;

In der Erwägung des festgelegten Grenzwertes für die Konzentrationen an extrahierbaren Kohlenwasserstoffen (C10 bis C40), die in der Zusammensetzung der Bruttostichprobe gemessen wurden;

In der Erwägung, dass Straßenbaubitumen aufgrund seiner intrinsischen Zusammensetzung organische Verbindungen enthält, die eine positive Testreaktion auf die Analyse der extrahierbaren Kohlenwasserstoffe C10 bis C40 ergeben, dass diese Zusammensetzung zu einer Überschreitung des Grenzwertes führt; dass dieser Parameter für diese Art von Gesteinskörnungen nicht relevant ist; dass diese Gesteinskörnungen der Anwendung im Straßenbau vorbehalten werden sollten; dass diese Gesteinskörnungen darüber hinaus teerfrei sein müssen;

In der Erwägung, dass das Rundschreiben vom 13. Juli 2018 auf der Grundlage eines technischen Berichts des Wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes (ISSEP) das Indikatormolekül zur Messung des Teergehalts, nämlich Benzo(a)pyren, und den zulässigen Grenzwert für diese Substanz festgelegt hat;

In der Erwägung, dass dieselben Umweltstandards für recycelte Gesteinskörnungen gelten müssen, die auf der Stätte eingesetzt werden, von der die Abfälle stammen, und die weiterhin durch den Erlass vom 14. Juni 2001 geregelt werden;

In der Erwägung, dass die Betreiber von Anlagen zur Herstellung von recycelten Gesteinskörnungen just-in-time arbeiten und nicht immer über Lagerraum für Chargen verfügen, von denen Proben genommen wurden, deren Analyseergebnisse aber noch nicht vorliegen; dass die Kennzeichnung nach dem CE2+-System keine systematische Kontrolle aller Chargen von Gesteinskörnungen erfordert; dass es den Betreibern erlaubt sein sollte, Chargen zu verkaufen oder zu verlagern, ohne die Ergebnisse abzuwarten, sofern eine angemessene und ausreichende Rückverfolgbarkeit der Chargen und eine Unterrichtung der Benutzer gewährleistet ist;

In der Erwägung, dass das Verfahren zur Aufhebung der Abfalleigenschaft die Einrichtung eines Qualitätsmanagementsystems erfordert, das die Einhaltung der gesetzlichen Vorschriften gewährleistet;

In der Erwägung, dass dieses System je nach Fall außerdem von einer Konformitätsbewertungsstelle gemäß der Verordnung (EG) Nr. 765/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. Juli 2008 über die Vorschriften für die Akkreditierung und Marktüberwachung im Zusammenhang mit der Vermarktung von Produkten und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 339/93 des Rates zertifiziert oder überprüft werden muss, und ordnungsgemäß zu akkreditieren ist, sei es durch einen akkreditierten oder zugelassenen Umweltgutachter im Sinne von Artikel 2 Nummer 20 Buchstabe b der Verordnung (EG) Nr. 1221/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. November 2009 über die freiwillige Teilnahme von Organisationen an einem Gemeinschaftssystem für Umweltmanagement und Umweltbetriebsprüfung und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 761/2001, sowie der Beschlüsse der Kommission 2001/681/EG und 2006/193/EG;

In der Erwägung, dass gemäß Anlage 2 nur Gutachter mit Akkreditierungs- oder Zulassungsbereichen auf der Grundlage der NACE-Codes 38 (Sammlung, Behandlung und Beseitigung von Abfällen; Rückgewinnung) als über ausreichende spezifische Erfahrung verfügend angesehen werden, um die in Anlage 2 genannte Überprüfung durchzuführen;

Dass bei den Gutachtern von Umweltmanagementsystemen nur die Akkreditierung angewandt wird; dass keine Gutachter zugelassen sind;

Dass die Bewertungsstellen für die Konformität von Gesteinskörnungen als Bauprodukte gemäß der Verordnung (EU) Nr. 305/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. März 2011 zur Festlegung harmonisierter Bedingungen für die Vermarktung von Bauprodukten und zur

Dass sie stattdessen über umfangreiches Fachwissen bei der Bewertung von Qualitätsmanagementsystemen im Zusammenhang mit der Herstellung und Kennzeichnung von Bauprodukten wie Gesteinskörnungen verfügen;

Dass die zusätzliche Akkreditierung in Bezug auf den NACE-Code 38 keinen Mehrwert für sie darstellt; dass das Qualitätskontrollschema in jedem Fall die Anforderungen des Sektors und der betroffenen Stoffe berücksichtigt;

In der Erwägung, dass die Rückwirkung im Hinblick auf die getroffenen Beschlüsse in Bezug auf die Akte gerechtfertigt ist, um die Wirksamkeit des Erlasses zu ermöglichen;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle werden folgende Abänderungen bezüglich des ersten Verwendungsgebiets vorgenommen:

1. in der Spalte bezüglich der "Merkmale des aufgewerteten Abfalls"

a) in der Zeile mit dem Code 170101 wird die Wortfolge ", mit Ausnahme des maximalen Schwellenwerts für den pH-Wert" hinter die Wortfolge "in Anlage III standgehalten haben" eingefügt;

b) in der Zeile mit dem Code 170103 wird die Wortfolge ", mit Ausnahme des SO₄²⁻-Schwellenwerts bis zum 1. Januar 2025" hinter die Wortfolge "in Anlage III standgehalten haben" eingefügt;

a) in den Zeilen mit den Codes 170302A und 170302B wird die Wortfolge ", mit Ausnahme des Schwellenwerts für extrahierbare Kohlenwasserstoffe (C10 bis C40)" hinter die Wortfolge "in Anlage III standgehalten haben" eingefügt;

2. in der Spalte "Anwendung" wird in der sich auf den Code 170302A beziehenden Zeile die Bestimmung durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Im Straßenbau nach den Vorschriften von Qualiroutes: Zuschüttungsarbeiten, Untergrundbauarbeiten, Grundbauarbeiten, Deckschichten und Randstreifen";

3. die sich auf den Code 170201 beziehende Zeile wird gestrichen.

Art. 2 - In Anlage V desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018, wird im Formular für den Antrag auf eine Registrierung unter "Verwendungsgebiet" an folgender Stelle eine Änderung vorgenommen: Unter "Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten" wird die sich auf den Code 170201 beziehende Zeile gestrichen.

Art. 3 - In Artikel 3 Paragraph 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Durchführung des in Artikel 4ter des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Verfahrens zur Aufhebung der Abfalleigenschaft und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. die Wortfolge "für die das Ende der Abfalleigenschaft gemäß einem der Anhänge 1 bis 2 anerkannt worden ist" wird durch die Wortfolge "für die die Bedingungen für die Aufhebung der Abfalleigenschaft in Anlage 1 festgelegt sind" ersetzt;

2. ein Absatz mit folgender Wortfolge wird nach Absatz 1 eingefügt: "Abweichend von Paragraph 1 und Kapitel 2 beantragt und erhält jeder Betreiber einer Anlage zur Herstellung der in Anlage 2 genannten Stoffe vor der Verwendung dieser Stoffe einen Beschluss zur Registrierung der Aufhebung der Abfalleigenschaft gemäß Kapitel 3".

Art. 4 - Artikel 6 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. in Paragraph 2 Ziffer 10 wird die Wortfolge "betroffene juristische oder natürliche Person" durch die Wortfolge "antragstellendem Betreiber oder Einführer" ersetzt;

2. ein Paragraph 4 mit folgender Wortfolge wird eingefügt:

" § 4. Wenn eine Gruppe oder ein Verband von Unternehmen die Anerkennung der Aufhebung der Abfalleigenschaft für einen Stoff beantragt, der dem in der Anlage genannten Stoff ähnlich ist, aber dessen Eigenschaften oder Anwendungen nicht in jeder Hinsicht denen entsprechen, die in denselben Anlagen genannt werden, wird der in Paragraph 2 Ziffer 10 genannte Betrag auf 500 Euro pro Antrag festgelegt. Betreiber, die diese

Anerkennung in Anspruch nehmen wollen, müssen sich auf dieser Grundlage gemäß den Bestimmungen von Kapitel 3 registrieren lassen. Für Betreiber, die bereits über eine Registrierung gemäß der entsprechenden Anlage verfügen, ist diese Registrierung kostenlos. Betreiber, die gleichzeitig einen Antrag auf eine Registrierung für die Anlage und die oben genannte Anerkennung stellen, müssen die in Paragraph 2 Ziffer 10 genannten Gebühren für die Untersuchung der Akte nur einmal entrichten.

Art. 5 - In Artikel 18 Paragraph 1 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "oder durch die Anlagen" zwischen die Wortfolge "von Artikel 10 oder 14" und die Wortfolge "auferlegten besonderen Bedingungen" eingesetzt.

Art. 6 - In Artikel 22 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. in Absatz 1 wird die Wortfolge "Verfahren zur Kontrolle" durch das Wort "Einhaltung", und das Wort "abdeckt" durch das Wort "beweist" ersetzt;

2. in Absatz 2 wird unter Ziffer 8 der Punkt durch ein Semikolon ersetzt und eine Ziffer 9 mit folgender Wortfolge eingefügt: "9° die Bestimmungen, die die Rückverfolgbarkeit von eingehenden Abfällen und ausgehenden Stoffen und Materialien sicherstellen.";

3. in Absatz 3 Buchstabe c wird das Wort "zugelassen" durch das Wort "akkreditiert" ersetzt;

4. in Absatz 4 wird die Wortfolge "Die Stellen unter den Buchstaben b) und c) sind" durch die Wortfolge "Sofern in den Anlagen nichts anderes festgelegt, sind die unter den Buchstaben b und c genannten Stellen" ersetzt und die Wortfolge "bzw. zugelassen" wird gestrichen.

5. nach Absatz 4 werden drei neue Absätze mit folgenden Wortfolgen eingefügt:

"Die Verwaltung kann die Anforderungen festlegen, denen das Qualitätsmanagementsystem entsprechen muss.

Der Minister kann die Mindestanforderungen an das Informationssystem, das die in Absatz 2 Ziffer 9 genannte Rückverfolgbarkeit garantiert, festlegen; diese Anforderungen berücksichtigen insbesondere die Eigenschaft der Herstellungsanlage als ortsfeste oder mobile Einrichtung.

Die in Absatz 3 genannte Verwaltung oder Stelle hat sobald sie einen diesbezüglichen Antrag stellt und jederzeit vor Ort oder ohne Reiseaufwand Zugang zum Qualitätsmanagementsystem und zu den Ergebnissen der Analysen der Konformität in Sachen Umweltschutz."

Art. 7 - Artikel 26 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 26 - Die Registrierungspflicht nach Artikel 3 Paragraph 4 Absatz 2 gilt ab dem 1. Januar 2023.

Bis zum 31. Dezember 2022 und abweichend von Artikel 25 Buchstabe b können die in Anlage 2 genannten recycelten Gesteinskörnungen, die nicht Gegenstand eines Beschlusses zur Registrierung gemäß dem vorliegenden Erlass sind, unter den Bedingungen des Erlasses vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle aufgewertet werden."

Art. 8 - In Anlage 2 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. in Abschnitt 1 Punkt 1.3 wird der Buchstabe d durch Folgendes ersetzt:

"d) Der Betreiber der Verwertungsanlage weist nach, dass er für jede Kategorie der von seiner Anlage produzierten recycelten Gesteinskörnungen Abtretungsverträge abgeschlossen hat;"

2. in Abschnitt 1 Punkt 1.5 wird die Bestimmung 1.5.2 durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"1.5.2. Das qualifizierte Personal führt eine administrative Überprüfung und eine Sichtprüfung der Abfälle durch, die in die Produktionsanlage gelangen und der Stoffe und Materialien, die sie verlassen. Bestehen Zweifel über die Art oder die Zusammensetzung der Abfälle oder über die Konformität der ausgehenden Stoffe, die zusätzliche Untersuchungen nicht auszuräumen vermögen, so werden diese Abfälle vom qualifizierten Personal einer Abfallbewirtschaftungsanlage, die sie empfangen darf, zugeführt;"

3. in Abschnitt 2 Unterabschnitt 2.1 Punkt 2.1.2 wird die Bestimmung durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"In Anwendung von Punkt 2.1.1 enthalten die dem Verfahren zur Aufbereitung von recycelten Gesteinskörnungen zugeführten Abfälle kein Asbest, keine Gipsabfälle und Gipsmaterialien, die unter die Sortierpflicht fallen, kein Teer oder keine teerhaltigen Produkte und keine anderen gefährlichen Substanzen und Bestandteile, die ein qualitatives Recycling beeinträchtigen und die nicht von der Anlage getrennt werden können;"

4. in Abschnitt 2 Unterabschnitt 2.2 Punkt 2.2.3 wird zwischen Absatz 1 und 2 ein Absatz mit folgender Wortfolge eingefügt:

"Wenn die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses genehmigte Lagerkapazität der Anlage zur Aufbereitung von recycelten Gesteinskörnungen nicht ausreicht, um die Materialien gemäß dem vorstehenden Absatz zu lagern, bis die Ergebnisse der Analysen der Konformität in Sachen Umweltschutz vorliegen, können die Materialien bewegt oder verkauft werden, sofern die nachfolgenden Besitzer der Materialien informiert werden und sofern eine Probenahme gemäß Punkt 2.3.4 durchgeführt wurde. Die Modalitäten werden im Qualitätsmanagement- und Rückverfolgbarkeitssystem festgelegt;"

5. in Abschnitt 2 Unterabschnitt 2.3 Punkt 2.3.1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 2 wird der zweite Satz gestrichen und durch folgende Bestimmung ersetzt: "Das System zur Bewertung und Überprüfung der Leistungsbeständigkeit für die CE-Kennzeichnung jeder Kategorie von recycelten Gesteinskörnungen entspricht mindestens CE2+;"

b) ein Absatz mit folgender Wortfolge wird zwischen den Absatz 2 und 3 eingefügt: "Abweichend von Absatz 2 entspricht bis zum 1. Juli 2023 das System zur Bewertung und Überprüfung für die CE-Kennzeichnung zumindest für einen Teil der Kategorien der von der Anlage erzeugten recycelten Gesteinskörnungen CE2+."

c) in der Tabelle werden die Zeilen 13, 14 und 15, die eine Wiederholung der Zeilen 10, 11 und 12 darstellen, die sich jeweils auf Stoffe mit der Bezeichnung "Bituminöser Betonbrechsand", "Kiessand aus bituminösem Abbruch" und "Grobkies aus bituminösem Abbruch" beziehen, außer Kraft gesetzt;

d) in der Tabelle wird in der Spalte "Technische Aufschüttung" das Ankreuzzeichen für die Zeilen gestrichen, die sich auf die Stoffe mit der Bezeichnung "Bituminöser Betonbrechsand", "Kiessand aus bituminösem Abbruch" und "Grobkies aus bituminösem Abbruch" beziehen;

6. in Abschnitt 2 Unterabschnitt 2.3 Punkt 2.3.2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Abschnitt 1 des Punktes 2.3.2 wird nach der Wortfolge "in Sachen Umweltschutz" die Wortfolge ", mit Ausnahme der folgenden Abweichungen" eingefügt;

b) nach der Tabelle mit dem Titel "Prüfung betreffend die Zusammensetzung der Bruttostichprobe" wird der folgende Absatz mit folgender Wortfolge eingefügt: "Bitumenhaltige Gesteinskörnungen halten den folgenden Grenzwert für Benzo(a)pyren (CAS Nr. 50-32-8) ein: weniger als 8,5 mg/kg/Trockenstoffe."

c) nach der Tabelle mit dem Titel "Prüfung betreffend die Zusammensetzung der Bruttostichprobe" werden folgende Bestimmungen eingefügt:

"Abweichungen

Die folgenden Abweichungen gelten für die Schwellenwerte, die für die Auslaugprüfungen und die Prüfungen betreffend die Zusammensetzung der Bruttostichprobe vorgesehen sind:

a) der maximale Schwellenwert von 12 für den pH-Wert des Ergebnisses der Auslaugprüfung gilt nicht für Betonbrechsand, Kiessand aus Betonabbruch und Grobkies aus Betonabbruch;

b) für Sand aus Mischabbruch, Kiessand aus Mischabbruch und Grobkies aus Mischabbruch ist die Einhaltung des Schwellenwerts für den Parameter SO_4^{2-} aus der Auslaugprüfung ab dem 1. Januar 2025 verbindlich;

c) der Schwellenwert für extrahierbare Kohlenwasserstoffe (C10 bis C40) für die Prüfung der Zusammensetzung der Bruttostichprobe gilt nicht für bituminösen Betonbrechsand, Kiessand aus bituminösem Abbruch und Grobkies aus bituminösem Abbruch, die im Straßenbau, einschließlich dem Einsatz in Asphaltmischwerken, verwendet werden;

7. in Abschnitt 2 Unterabschnitt 2.3 Punkt 2.3.4 wird Absatz 3 gestrichen und durch Folgendes ersetzt:

"Wenn die Analyseergebnisse einer Charge, die bereits gemäß Unterabschnitt 2.2.3 verkauft wurde, Konformitätsmängel in Bezug auf einen oder mehrere Parameter aufweisen, informiert die Anlage den Käufer unverzüglich darüber und hält die Informationen in ihrem Dokumentationssystem fest. Das Managementsystem enthält Einzelheiten zu den zu ergreifenden Verfahren und Maßnahmen.";

8. in Abschnitt 4 werden die Punkte 4.4 bis 4.6 durch Folgendes ersetzt:

"4.4. Eine unparteiische Bewertungsstelle überprüft jährlich, ob das Managementsystem die Anforderungen des vorliegenden Erlasses erfüllt. Bei dieser Stelle kann es sich handeln um:

a) einen Umweltgutachter des Managementsystems im Sinne von Artikel 2 Absatz 20 Buchstabe b der Verordnung (EG) Nr. 1221/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. November 2009 über die freiwillige Teilnahme von Organisationen an einem Gemeinschaftssystem für Umweltmanagement und Umweltbetriebsprüfung und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 761/2001, sowie der Beschlüsse der Kommission 2001/681/EG und 2006/193/EG, dessen Akkreditierungsbereich sich auf den NACE-Code 38 bezieht;

b) eine Konformitätsbewertungsstelle im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 765/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. Juli 2008 über die Vorschriften für die Akkreditierung und Marktüberwachung im Zusammenhang mit der Vermarktung von Produkten und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 339/93 des Rates, deren Akkreditierungsbereich gemäß der genannten Verordnung sich auf den NACE-Code 38 bezieht;

c) eine Zertifizierungsstelle, die akkreditiert ist für die Zertifizierung und Konformitätskontrolle der Herstellung von Gesteinskörnungen, die eine CE-Kennzeichnung gemäß der Verordnung Nr. 305/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. März 2011 zur Festlegung harmonisierter Bedingungen für die Vermarktung von Bauprodukten und zur Aufhebung der Richtlinie 89/106/EWG des Rates oder der sie ersetzenden Verordnung nach sich ziehen.

4.5. Der Einführer verpflichtet seine Lieferanten zur Anwendung eines Managementsystems, das den Anforderungen der vorliegenden Anlage entspricht.

4.6. Der Betreiber der Anlage zur Aufbereitung von recycelten Gesteinskörnungen muss der Verwaltung oder der von ihr beauftragten Stelle auf deren Verlangen Zugang zum Qualitätsmanagementsystem und zu den Analyseergebnissen gewähren.

Er meldet der Verwaltung spätestens am 1. Februar und am 1. August jedes Jahres alle Analyseergebnisse, die für den Parameter SO_4^{2-} für die im vorhergehenden Halbjahr erzeugten Chargen erzielt wurden, gemäß den von der Verwaltung festgelegten Modalitäten.

Er teilt dem Käufer der recycelten Gesteinskörnungen die für den Parameter SO_4^{2-} erhaltenen Analyseergebnisse mit."

Art. 9 - In Artikel 3 Paragraph 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 über die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte und die Deckung der diesbezüglichen Kosten werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. Absatz 1 wird durch einen Punkt 18 mit folgender Wortfolge ergänzt: "18. Gips- und Gipsbaumaterialienabfälle;"

2. ein Absatz mit folgender Wortfolge wird nach Absatz 2 eingefügt:

"Die in Absatz 1 Punkt 18 genannten Abfälle werden am 1. Januar 2024 für 100

der Sammelstellen pro Interkommunale einer Rückführungsindustrie zugeführt. Sie können gemeinsam mit anderen Arten von trockenen Abfällen, mit Ausnahme von inerten Abfällen, gesammelt werden, wenn der Platz in den Containerparks nicht ausreicht. Diese Art der gemeinsamen Abfallsammlung gewährleistet hinsichtlich der Trennung und des Recyclings dieser Abfälle ein Ergebnis, das qualitativ und quantitativ mindestens mit dem Ergebnis der getrennten Abfallsammlung vergleichbar ist."

Art. 10 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juli 2021 wirksam.

Abweichend von Absatz 1 treten die Artikel 1,3., 2 und 9 zehn Tage nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Dezember 2022

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER